



Perspectives chinoises

2013/4 | 2013
Visions chinoises du Japon

Les relations sino-japonaises depuis la normalisation : 40 ans de paradoxes

Yinan He

Traducteur : Raphaël Jacquet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6684>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2013

Pagination : 7-17

ISBN : 979-10-91019-09-5

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Yinan He, « Les relations sino-japonaises depuis la normalisation : 40 ans de paradoxes », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2013/4 | 2013, mis en ligne le 12 décembre 2013, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6684>

Les relations sino-japonaises depuis la normalisation

40 ans de paradoxes

YINAN HE

RÉSUMÉ : Les relations sino-japonaises depuis la normalisation sont pécunées de contradictions. Trois paradoxes majeurs ressortent de ces relations depuis quatre décennies. Premièrement, malgré de nombreux intérêts communs sur le plan géopolitique et économique, la Chine et le Japon n'ont jamais mis en place de véritable partenariat stratégique ; depuis les années 2000, les deux pays sont même engagés dans une rivalité à peine dissimulée ou même ouverte. Deuxièmement, plutôt que de guérir les blessures des conflits passés, il semble que depuis les années 1980 le temps écoulé n'a fait que rendre plus vive et amère la mémoire de la guerre et que ce retour du passé mine les relations entre les gouvernements et les sociétés des deux pays. Troisièmement, les liens diplomatiques et commerciaux, de même que les forts contacts sociétaux noués depuis la normalisation, n'ont pas réussi à combler le fossé de valeurs qui les sépare. Dans cet article, nous examinerons les relations sino-japonaises depuis 1972 en nous penchant tout particulièrement sur la politique intérieure des deux pays. Nous envisagerons l'influence respective de récits historiques et de systèmes politiques divergents en Chine et au Japon et du contexte géopolitique international sur cette relation bilatérale paradoxale. Nous concluons que l'amélioration de cette relation dépendra peut-être du développement, dans les deux pays, d'une société civile robuste et relativement libre de toute interférence politique.

MOTS-CLÉS : relations sino-japonaises, conflits territoriaux, îles Diaoyu/Senkaku, mémoire historique et nationalisme.

La Chine et le Japon, deux nations rapprochées par des liens historiques et culturels profonds et anciens, se sont affrontés lors de deux guerres ouvertes, d'abord en 1894-1895 puis en 1937-1945 (même si certains historiens font remonter les origines du deuxième conflit à 1931). Ces conflits, et plus particulièrement le second, ont provoqué dans les deux pays un traumatisme physique et psychologique considérable. Après la seconde guerre mondiale, la Chine et le Japon se sont alliés respectivement avec l'Union soviétique et les États-Unis, devenant ainsi des adversaires stratégiques pendant les deux premières décennies de la guerre froide jusqu'à la normalisation diplomatique en 1972. Ce contexte allait être à l'origine d'une relation bilatérale extrêmement complexe au cours des décennies suivantes. En effet, si chaque pays occupe une place privilégiée pour l'autre, leurs sentiments réciproques ont, au fil du temps, oscillé entre l'émulation, l'envie, la compétition, et même la haine. Ainsi, au cours des 40 dernières années, les relations sino-japonaises ont connu bien des hauts et de bas – une lune de miel dans les années 1970, une phase de friction dans les années 1980, puis une période de volatilité et de dégradation continue des relations à partir du milieu des années 1990. À l'orée des années 2010, dans le contexte d'une escalade effrénée des conflits territoriaux, les relations entre les deux pays sont au plus bas depuis 1972.

Les relations sino-japonaises depuis la normalisation ont certes connu un parcours sinueux, mais elles sont également pécunées de contradictions. Les observateurs relèvent généralement trois paradoxes flagrants. Premièrement, pourquoi la Chine et le Japon n'ont-ils jamais mis en place un véritable partenariat stratégique alors qu'ils partagent de nombreux intérêts géopo-

litiques et économiques, et pourquoi préfèrent-ils au contraire s'engager (depuis le début du siècle) dans une rivalité à peine dissimulée ? Deuxièmement, pourquoi le temps n'a-t-il pas réussi à guérir les blessures des conflits passés ? On assiste au contraire, depuis le milieu des années 1980, à une remontée de souvenirs historiques toujours plus vifs et amers qui empoisonnent tant les relations officielles entre les deux États que les liens entre les deux peuples. Troisièmement, pourquoi les liens bilatéraux conventionnels et les contacts humains qui se sont noués depuis la normalisation ne sont-ils pas parvenus à apaiser les profondes divisions qui séparent les deux sociétés en termes de valeurs, de confiance et de compréhension mutuelle ?

Cet article propose un aperçu des relations sino-japonaises depuis la normalisation. Nous présenterons d'abord une brève chronologie des relations bilatérales de 1972 à nos jours avant de nous pencher sur les trois paradoxes évoqués plus haut. Notre analyse montre que le contexte géopolitique et les différences entre les systèmes politiques des deux pays ont constitué un frein important à la coopération sino-japonaise depuis 40 ans. Nous montrerons toutefois que la dégradation des relations a débuté bien avant que la Chine n'apparaisse comme un rival économique et militaire, et après des décennies durant lesquelles les Japonais avaient fermé les yeux sur l'auto-ritarisme chinois. Nous avançons donc dans cet article que les émotions et les préjugés profondément ancrés dans les deux sociétés, à la fois exacerbés par les machinations des élites politiques peu sûres d'elles-mêmes et guère contredites par la nature plutôt superficielle des interactions entre les citoyens des deux pays, ont contribué à la récurrence persistante de l'insta-

bilité et aux tensions qui caractérisent les relations sino-japonaises depuis 1972.

Le parcours mouvementé des relations depuis la normalisation

Au sortir de la seconde guerre mondiale, la Chine et le Japon furent tirés vers des camps stratégiques adversaires dans la guerre froide émergente en Asie. Cet antagonisme atteignit un point de non-retour lorsque Mao déclara en juin 1949 que la Chine pencherait d'un seul côté, celui du socialisme. Le Japon signa un Traité de coopération mutuelle et de sécurité (ANPO) avec les États-Unis en septembre 1951 – c'est-à-dire en plein conflit coréen, lors duquel les troupes chinoises étaient intervenues aux côtés des communistes coréens. Peu après, le Japon reconnut le gouvernement nationaliste installé à Taiwan comme seul représentant légitime de la Chine. Le gel des relations sino-japonaises dura jusqu'en 1972, lorsque les deux pays normalisèrent leurs relations diplomatiques et mirent ainsi fin à 40 ans de relations bilatérales chaotiques.

Tout d'abord, les relations sino-japonaises connurent une forme de lune de miel, facilitée en grande partie par la perception commune de la menace soviétique. Mais dès les années 1980, l'atmosphère cordiale des années 1970 laissa peu à peu place à des frictions intergouvernementales fréquentes et à une antipathie populaire sous-jacente. Les relations bilatérales connurent ensuite une sérénité passagère au début des années 1990 avant de se détériorer de nouveau quelques années plus tard suite à de nouveaux conflits territoriaux et à une dégradation de l'image de chacun des deux pays aux yeux de l'autre. De 2001 à 2006, les échanges diplomatiques de haut niveau se trouvèrent paralysés par des manifestations à Pékin contre le pèlerinage annuel du premier ministre japonais Koizumi au sanctuaire de Yasukuni, un temple shinto de Tokyo célébrant la mémoire des soldats japonais morts à la guerre, y compris les criminels de guerre de classe A de la seconde guerre mondiale. Pékin et Tokyo se rapprochèrent de nouveau après 2006, malgré la persistance d'un fort sentiment de méfiance mutuelle. Mais dès 2010, les tensions concernant la souveraineté territoriale reprirent de plus belle, et aboutirent à d'importantes manifestations antijaponaises en septembre 2012 et à la suspension des rencontres officielles entre les deux États. Paradoxalement, cette date qui marquait le 40^e anniversaire de la normalisation des relations sino-japonaises fut aussi le point le plus bas de ces relations sur toute cette période.

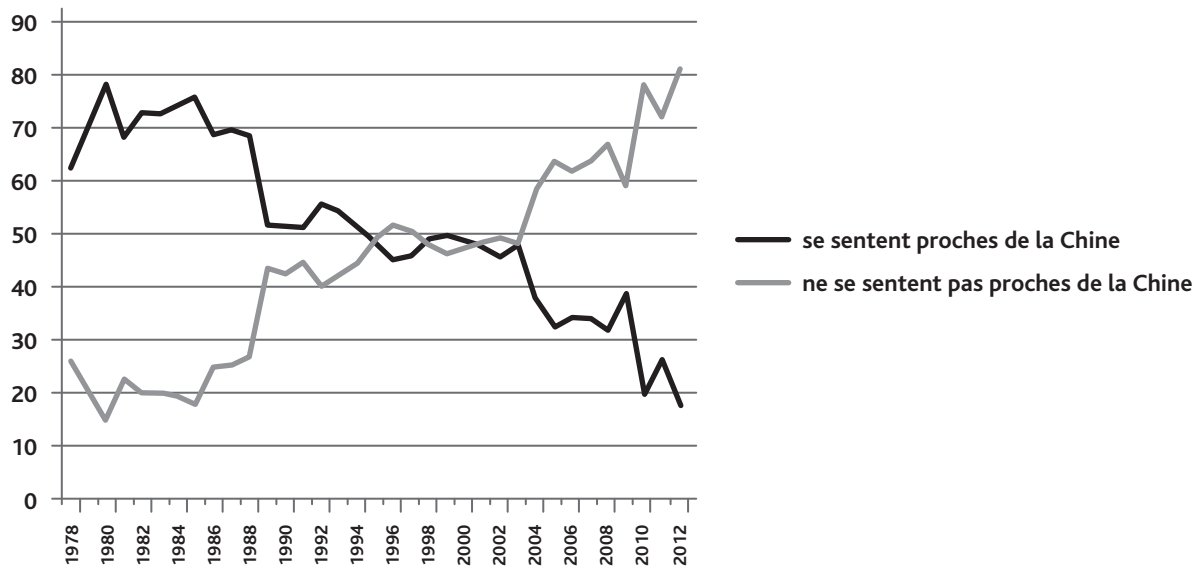
Le résumé ci-dessous des événements-clés dans l'évolution des relations sino-japonaises depuis les années 1970 permet de mieux comprendre l'analyse développée dans les sections suivantes :

- Signature du communiqué conjoint sino-japonais en septembre 1972, mettant fin à l'état de guerre qui existait *de facto* entre le Japon et la RPC.
- Signature du Traité de paix et d'amitié (TPA) entre la RPC et le Japon en août 1978.
- À partir de 1979, le Japon commença à offrir une aide publique au développement (APD) à la Chine.
- Lors des négociations concernant la normalisation et le TPA, Zhou Enlai et Deng Xiaoping mirent tous deux de côté la question des conflits territoriaux à propos des îles de la mer de Chine orientale. En 1979, Deng proposa également d'explorer conjointement les ressources pétrolières dont on soupçonnait l'existence autour des îles concernées⁽¹⁾.

- La première controverse sur les manuels scolaires japonais éclata pendant l'été 1982. Le 15 août 1985, le premier ministre japonais Nakasone Yasuhiro se rendit officiellement au sanctuaire de Yasukuni. Des manifestations étudiantes anti-japonaises eurent lieu à l'automne 1985, et les sondages d'opinion japonais menés en 1986 montrèrent que les sentiments des Japonais envers la Chine étaient au plus bas depuis 1982 (voir Graphique 1). L'Incident de Kokaryo en 1987 suscita de nouvelles frictions entre les deux pays à propos du statut légal de Taiwan.
- En 1989, le Japon se joignit aux pays occidentaux pour imposer des sanctions à la Chine au lendemain de l'Incident de Tiananmen. En août 1991, le premier ministre Kaifu Toshiki se rendit à Pékin et accepta de reprendre l'APD japonaise à la Chine. En 1992, le président Jiang Zemin et l'empereur Akihito échangèrent des visites.
- Malgré le renforcement de l'interdépendance économique entre les deux pays, les relations politiques commencèrent à se détériorer à partir du milieu des années 1990. Les protestations populaires chinoises contre le Japon furent en grande partie réprimées dans les années 1990, comme lors des controverses portant sur les îles Diaoyu/Senkaku en 1990 et 1996.
- En 1995, le Japon suspendit son assistance financière à la Chine en signe de protestation contre les essais nucléaires chinois. En 1996, le premier ministre Hashimoto Ryutaro se rendit au sanctuaire de Yasukuni, et de nouveaux conflits portant sur les îles Diaoyu/Senkaku éclatèrent. En 1998, lors d'une visite officielle au Japon, le président Jiang Zemin critiqua sévèrement l'attitude du Japon pendant la guerre.
- D'octobre 2001 à septembre 2006, Pékin suspendit les visites d'État dans les deux sens. Le Japon commença à réduire son APD à la Chine à partir de 2001, puis décida la suppression progressive de tout nouveau crédit à partir de 2008. Les conflits bilatéraux sur les ressources gazières et pétrolières dans la mer de Chine orientale s'intensifièrent en 2004-2005.
- En avril 2005, des manifestations anti-japonaises se produisirent dans de nombreuses villes chinoises.
- D'octobre 2006 à mai 2008, des échanges de visites eurent lieu entre les premiers ministres japonais Abe Shinzo et Fukuda d'une part, et le premier ministre chinois Wen Jiabo et le président chinois Hu Jintao, d'autre part. Toutefois, le réchauffement apparent des relations bilatérales entre 2006 et 2009 s'avéra superficiel et de courte durée.
- Une controverse sur l'importation de *gyoza* (raviolis) empoisonnés de Chine éclata en 2008. En septembre 2010, un bateau de pêche chinois entra en collision avec deux garde-côtes japonais à proximité des îles Diaoyu/Senkaku, provoquant un incident diplomatique.
- Le 13 septembre 2012, la Diète japonaise approuva un projet de loi visant à nationaliser les îles Diaoyu/Senkaku. La Chine envoya immédiatement des navires patrouiller aux alentours et suspendit toute réunion bilatérale. D'importantes protestations anti-japonaises se répandirent dans les villes chinoises côtières et intérieures, en particulier le 18 sep-

1. Selon Zhang Xiangshan, diplomate chinois familier du Japon qui participa aux négociations sur la normalisation, le premier ministre japonais Tanaka et le premier ministre chinois Zhou Enlai se sont accordés en septembre 1972 pour mettre cette question de côté. Ce témoignage fut confirmé récemment par le politicien japonais Nonaka Hiromu, qui cite le rapport de Tanaka à sa propre faction au sein du PLD après la normalisation. Mais aucun document diplomatique publié dans les deux pays ne contient la réponse du Japon à la proposition chinoise, et Tokyo ne reconnaît pas l'existence d'un tel accord de peur que cela soit interprété comme l'admission de l'existence même d'un conflit territorial, ce que le Japon réfute officiellement. Voir les mémoires de Zhang Xiangshan : Zhang Xiangshan, « Zhongri fujiao tanpan huigu » (Panorama des négociations sino-japonaises pour la normalisation), *Riben xuekan*, n° 1, 1998. Concernant les remarques de Nonaka, voir « Nonaka remarks riled the Senkaku waters », *Japan Times*, 12 juin 2013.

Graphique 1 – Sentiments d'affinité vis-à-vis de la Chine dans l'opinion japonaise, 1978-2012



Source : Sondages annuels conduits par le Bureau des relations publiques, Secrétariat, Gouvernement du Japon.

tembre, anniversaire de l'Incident de Mukden en 1931 qui annonça l'invasion de la Mandchourie par le Japon. Pendant ce temps, les sentiments des Japonais vis-à-vis de la Chine étaient au plus bas (voir Graphique 1). Le coût économique du conflit territorial était alors considérable. Fin septembre 2012, le déficit commercial du Japon atteignit 7 milliards de dollars américains, le plus élevé depuis 31 ans, du fait de la faiblesse économique de l'Europe et des tensions avec la Chine. En 2011, la Chine représentait 22 % des exportations du Japon et 20 % de ses importations. Mais en 2012, la totalité des échanges commerciaux entre les deux pays accusa une baisse de 3,9 % par rapport à 2011, le premier recul au cours des trois ans qui suivirent la crise financière internationale.

Une coopération stratégique rare en dépit d'intérêts communs

L'essor et le déclin impressionnants des relations sino-japonaises depuis la normalisation illustrent bien le côté fragile et superficiel de l'« amitié » qui lie les deux pays. La méfiance profonde qui a caractérisé leurs relations, même lorsque celles-ci semblaient harmonieuses, est illustrée par l'absence de coopération stratégique substantielle en dépit des nombreux facteurs qui devraient au contraire les rapprocher : forte interdépendance économique, menace commune pendant la guerre froide et nombreux intérêts géopolitiques communs depuis la chute de l'URSS. En l'absence d'un partenariat actif et structuré permettant de renforcer la confiance bilatérale, les deux pays ont choisi de se diriger vers une rivalité toujours plus marquée.

La transformation profonde des relations trilatérales entre les États-Unis, la Chine et l'URSS dans les années 1970 a pourtant créé de fortes incitations stratégiques pour que la Chine et le Japon renoncent à toute hostilité mutuelle. En particulier, le TPA entre les deux pays comportait une clause anti-hégémonique qui visait clairement l'Union soviétique. La Chine accepta également l'alliance entre les États-Unis et le Japon ainsi que le renforcement de la défense japonaise, ce à quoi elle s'était résolument

opposée auparavant. La Chine rejoignait ainsi un alignement stratégique assez flou avec le Japon et les États-Unis afin de contrer l'ennemi soviétique commun. Durant ces années, la Chine tenta de se rapprocher du Japon en favorisant les contacts entre les deux armées, mais l'Agence de défense japonaise refusa de nouer des contacts formels et réguliers avec l'Armée populaire de libération (APL), et Tokyo interdit toute aide économique à la Chine à des fins militaires. Même si Tokyo dut accepter avec réticence l'insertion dans le TPA d'une clause anti-hégémonique rédigée par la Chine, Pékin dut également accepter l'inclusion, à l'initiative du Japon, d'une clause stipulant que le traité ne visait pas un pays tiers. En bref, la lune de miel sino-japonaise des années 1970 était tellement précaire qu'elle ne pouvait constituer au mieux qu'une « entente fragile »⁽²⁾.

La rhétorique sino-japonaise concernant la solidarité stratégique connut un nouveau refroidissement dans les années 1980, malgré la persistance de la menace soviétique. À partir du deuxième semestre de 1982, le nombre de visites en Chine de délégations militaires japonaises commença à baisser sensiblement⁽³⁾. Quand, en novembre 1983, Nakasone proposa à Hu Yaobang, alors en visite au Japon, que les deux pays échangent des informations sur les missiles soviétiques SS-20 déployés en Extrême-Orient et fassent ensemble pression sur Moscou pour en réduire le nombre, il n'obtint aucune réponse. La Chine retira également son soutien officiel à l'alliance entre les États-Unis et le Japon⁽⁴⁾. De même, après avoir encouragé l'armement du Japon, Pékin fit volte-face et commença à exprimer son inquiétude face à l'idée d'un Japon militairement fort, surtout lorsque Nakasone annonça sa décision de dépasser le seuil de 1 % du PNB consacré aux dépenses militaires pour l'année budgétaire 1987.

Une des principales raisons de la coopération sino-japonaise, la guerre froide, allait se dissiper après l'effondrement de l'Union soviétique. Désor-

- Robert E. Bedeski, *The Fragile Entente*, Boulder, CO, Westview Press, 1983 ; William T. Tow, « Sino-Japanese Security Cooperation: Evolution and Prospects », *Pacific Affairs*, vol. 56, n° 1, printemps 1983.
- Joachim Glaubitz, « Japan », in Gerald Segal et William T. Tow (éds.), *Chinese Defense Policy*, Londres, Macmillan, 1984, p. 231.
- Joseph Y. S. Cheng, « China's Japan Policy in the 1980s », *International Affairs*, vol. 61, n° 1, 1984/1985, p. 96.

mais, l'interaction stratégique traditionnelle – équilibre des forces entre les puissances régionales dans un contexte multipolaire – reprit le dessus en Asie orientale. La disparité de croissance entre les économies chinoise et japonaise rendait encore plus incertaines les relations entre les deux pays. L'économie chinoise connut en effet un essor considérable dans les deux décennies qui suivirent la fin de la guerre froide, au point de rattraper rapidement l'économie japonaise pour enfin la dépasser en 2010. Au cours de cette période, la croissance à deux chiffres du budget militaire annuel de la Chine et la modernisation de ses capacités défensives et offensives alarmèrent le Japon, dont le sentiment d'insécurité était déjà exacerbé par le déclin relatif de son allié américain. En signe de réponse, le Japon s'est engagé depuis le milieu des années 2000 dans une « course discrète aux armements » avec la Chine afin de contrer les capacités aériennes et navales ainsi que les capacités de missiles toujours plus importantes de son voisin⁽⁵⁾.

Rappelons toutefois que les bouleversements internationaux provoqués par la fin de la guerre froide ne se traduisirent pas par une détérioration visible des relations sino-japonaises avant le milieu des années 1990, c'est-à-dire bien avant que la Chine ne commençât à représenter une véritable menace économique ou militaire pour le Japon. Notons également que le changement dans le rapport de force entre les deux pays n'était pas non plus le seul facteur déterminant dans les relations sino-japonaises. Même pendant l'impasse des années Koizumi, la Chine n'était pas perçue comme une menace militaire imminente par les décideurs et analystes stratégiques japonais⁽⁶⁾. Ce n'est qu'à partir de 2010, notamment suite au regain de tension à propos des îles Diaoyu/Senkaku, que les perceptions de menaces mutuelles commencèrent à s'intensifier de manière significative⁽⁷⁾. Témoin d'une vigilance accrue du Japon envers la Chine, le budget de défense japonais augmenta en 2013 pour la première fois depuis presque dix ans⁽⁸⁾.

Malgré cela, aujourd'hui encore, la Chine et le Japon continuent de partager de nombreux objectifs géostratégiques. En premier lieu, leurs économies sont non seulement très interdépendantes mais elles sont aussi complémentaires. Autrefois, le Japon exportait en Chine des biens manufacturés et importait de chez son voisin des produits de base puis, à partir des années 1990, des biens manufacturés bon marché à forte intensité de main-d'œuvre. La structure du commerce bilatéral est devenue moins asymétrique à partir du début des années 2000, lorsque les machines-outils commencèrent à représenter la plus grande partie (en valeur) des exportations chinoises vers le Japon. Les deux pays sont également devenus des exportateurs concurrents vers l'ASEAN et d'autres pays. Mais le fait que les exportations japonaises consistent toujours essentiellement en biens à forte intensité de capital et à forte valeur ajoutée alors que les exportations chinoises restent en majorité des produits bon marché et peu sophistiqués montre que « la Chine est bien intégrée dans la toile des réseaux de production japonais qui existent dans l'Asie orientale et dans l'Asie du Sud-Est »⁽⁹⁾. C'est ce que certains appellent le « commerce intra-industriel vertical », où l'augmentation des exportations d'un pays ne se fait pas au détriment des exportations de l'autre⁽¹⁰⁾.

Par ailleurs, les deux pays ont tout intérêt à ce que le pourtour du Pacifique demeure stable et pacifique pour garantir la sécurité des voies maritimes et l'accès aux marchés étrangers, ce qui représente pour tous deux un enjeu économique et stratégique bien plus important que les îles Diaoyu/Senkaku. La dénucléarisation de la péninsule coréenne constitue un autre intérêt commun aux deux nations. Enfin, il existe de nombreuses possibilités de coopération bilatérale sur diverses questions internationales telles que « la sécurité énergétique, la protection de l'environnement, le changement cli-

matique, la prévention et le contrôle des maladies, la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale et la prévention de la prolifération des armes de destruction massive »⁽¹¹⁾. Les changements dans l'équilibre des rapports de force au niveau régional depuis la fin de la guerre froide ont indéniablement joué un rôle dans la dégradation du climat des liens bilatéraux. Toutefois, ces facteurs externes ne suffisent à expliquer ni le moment ni l'intensité de la rivalité sino-japonaise sur le plan sécuritaire, surtout quand on considère les bénéfices considérables que les deux pays pourraient tirer d'une coopération durable. Le fait que les relations sino-japonaises se retrouvent au point de départ, voire dans un pire état, 40 ans après la normalisation en dit long sur l'influence des facteurs matériels et de toute analyse coûts-bénéfices « rationnelle » sur la structuration des relations bilatérales.

Intensification des conflits mémoriels : le temps ne parvient pas à guérir les blessures de la guerre

On estime généralement que le temps tend à apaiser la vivacité et l'intensité émotionnelle des souvenirs de violence. Dans les relations sino-japonaises, toutefois, force est de constater que plus le temps passe, plus les affrontements entre les deux pays s'intensifient sur la question de la mémoire. Comme le déplore Okabe Tatsumi, spécialiste japonais chevronné des relations sino-japonaises, de grandes puissances telles que la Chine et la Japon doivent, du moins au regard de leurs intérêts, maintenir une relation amicale, et il est donc à la fois « surprenant » et « regrettable » que leurs relations aient été si lourdement influencées par les émotions ancrées dans leur mémoire de la seconde guerre mondiale⁽¹²⁾.

Comme nous l'avons avancé ailleurs, la Chine a, en 1949, tout d'abord minimisé l'histoire de la guerre afin de séduire diplomatiquement le Japon dans le cadre de sa stratégie d'équilibre des pouvoirs, stratégie dirigée d'abord contre les États-Unis puis contre l'Union soviétique⁽¹³⁾. À cette époque, le discours officiel chinois établissait une distinction entre « la petite poignée de militaristes japonais » et les Japonais ordinaires présentés comme des victimes parmi tant d'autres du militarisme. L'adoption de ce ton modéré à propos de la responsabilité du Japon pendant la guerre avait pour but de véhiculer une image favorable de la Chine communiste dans la

- Christopher W. Hughes, « Japan's Military Modernisation: A Quiet Japan-China Arms Race and Global Power Projection », *Asia-Pacific Review*, vol. 16, n° 1, 2009, p. 96.
- Tsukasa Takamine, « A New Dynamism in Sino-Japanese Security Relations », *Pacific Review*, vol. 18, n° 4, December 2005, p. 433 ; Yan He, « Ripe for Cooperation or Rivalry? Commerce, Realpolitik, and War Memory in Contemporary Sino-Japanese Relations », *Asian Security*, vol. 4, n° 2, mai 2008, p. 170.
- Pour un commentaire japonais qui présente les conflits territoriaux comme un élément qui a changé la donne concernant la perception d'une menace chinoise au Japon, voir « A View from Tokyo on Regional Politico-Military Developments », *CIGS East Asian Security Quarterly*, août-septembre 2012. Disponible sur www.canon-igs.org/en/column/security/20130118_1716.html (consulté le 23 janvier 2013).
- Daily Yomiuri Online*, 29 janvier 2013.
- Claes G. Alvstam et al., « On the economic interdependence between China and Japan: Challenges and possibilities », *Asia Pacific Viewpoint*, vol. 50, n° 2, 2009, p. 206.
- Tomoo Marukawa, « Bilateral Trade and Trade Frictions between China and Japan, 1972–2012 », *Eurasian Geography and Economics*, vol. 53, n° 4, 2012, p. 445.
- Citation extraite du discours du premier ministre chinois Wen Jiabao devant la Diète japonaise, 12 avril 2007. www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx/t311544.htm (consulté le 23 janvier 2013).
- Okabe Tatsumi, *Nitchu kankei no kako to shorai: gokai o koete* (Le passé et le futur des relations sino-japonaises : dépasser les malentendus), Tokyo, Iwanami Shoten, 2006, p. 222-229.
- Yan He, *The Search for Reconciliation: Sino-Japanese and German-Polish Relations since World War II*, New York, Cambridge University Press, 2009, chapitres 3-4.

société japonaise et de faciliter la normalisation diplomatique avec le Japon. Par ailleurs, la distinction entre les nombreux « bons » et les quelques « méchants » Japonais allait dans le sens de l'idéologie communiste fondée sur la classe, idéologie qui était le fondement de la légitimité du régime de Pékin.

Paradoxalement, cette vision de l'histoire correspondait aussi en partie à celle des élites conservatrices japonaises qui préféraient considérer le Japon comme une victime plutôt que comme le responsable de la guerre et imputer la responsabilité du déclenchement du conflit à une poignée de dirigeants militaires. Alors que l'historiographie conservatrice estimait en général que le Japon s'était engagé imprudemment dans une guerre contre les puissances occidentales, elle cherchait toutefois à défendre l'initiative niponne visant à étendre son contrôle sur une grande partie de l'Asie, honorant ainsi le « sacrifice héroïque » des soldats de l'empire et couvrant les atrocités de guerre commises par ces mêmes soldats. Ces mythes nationaux furent perpétués de diverses manières : procès de Tokyo (qui imputa la responsabilité de la guerre à un groupe très restreint de dirigeants), distorsions de l'histoire dans les manuels scolaires, compensations généreuses versées par l'État aux soldats de l'empire et à leurs familles, et pèlerinages officiels de personnalités politiques au sanctuaire de Yasukuni. Certains de ces actes et événements allaient avoir plus tard une lourde influence sur les relations avec la Chine. Néanmoins, avant les années 1980, Pékin n'a jamais interpellé le Japon sur la question des manuels scolaires, même si les ouvrages des années 1960 et 1970 allaient bien plus loin dans le blanchiment du passé guerrier du Japon que ceux qui furent publiés plus tard⁽¹⁴⁾. De même, les médias chinois de l'époque ne réagirent pas lorsque tous les premiers ministres japonais en fonction de 1972 à 1981 – Tanaka, Miki, Fukuda, Ohira et Suzuki – visitèrent le sanctuaire de Yasukuni, même après que les criminels de guerre de classe A y furent transférés en 1978. L'histoire était simplement mise de côté afin de privilégier des questions stratégiques et économiques plus pressantes.

Mais la mémoire de la guerre n'a jamais été effacée, malgré la sérénité apparente des relations bilatérales. Le peuple chinois ne se serait jamais montré si réceptif à la propagande patriotique du gouvernement s'il n'avait pas existé une mémoire collective associée au traumatisme de la guerre. Avant les années 1980, les mémoires individuelles de la guerre étaient largement exclues du discours officiel, mais elles subsistaient comme une source latente de grief et de méfiance envers le Japon. C'est pourquoi le gouvernement a déployé tant d'efforts pour expliquer à la population la nécessité de la normalisation diplomatique avec le Japon en 1972⁽¹⁵⁾. Et, bien que Pékin ait rejoint le Japon et les États-Unis dans l'alignement antisoviétique, les élites politiques chinoises restaient vigilantes face au risque que pouvait représenter le militarisme japonais et se trouvèrent déchirées lorsqu'elles furent contraintes de soutenir l'ANPO et le pouvoir militaire japonais⁽¹⁶⁾.

La politisation du passé qui marqua les années suivantes s'explique en grande partie par des facteurs intérieurs dans les deux sociétés. Dès les années 1980, le Japon était devenu un géant économique prêt à exercer une influence politique internationale à la mesure de son poids économique. Pour les élites conservatrices, toutefois, la prévalence d'une attitude d'« auto flagellation » concernant l'histoire guerrière du Japon privait la jeune génération d'un fort sentiment de destin national. Les conservateurs estimaient ainsi que le Japon devait restaurer la confiance et la fierté nationales en réinterprétant son histoire récente. Le premier pas vers cet objectif consistait à rendre plus difficile le processus d'autorisation des manuels scolaires afin de renverser la tendance, récente et modérée, qui consistait à accorder une

plus grande place à la souffrance des peuples asiatiques pendant la guerre. De manière plus générale, les conservateurs espéraient éradiquer de manière permanente l'ombre du passé qui planait sur la politique japonaise contemporaine. C'est pourquoi le premier ministre Nakasone vint s'incliner devant les soldats morts pour la patrie au sanctuaire de Yasukuni le 15 août 1985. Ce geste symbolique avait pour objectif de balayer l'idée d'une guerre « honteuse » et de revendiquer une identité nationale « positive ».

Cette approche conservatrice de l'histoire fut critiquée non seulement par la gauche japonaise mais aussi à l'étranger. Les vives réactions des médias internationaux aux controverses sur les manuels scolaires et à l'épisode de Yasukuni forcèrent la Chine à répondre. Mais Pékin se garda de toute réaction impulsive, et sa réponse fut davantage motivée par des calculs de politique intérieure que par de véritables inquiétudes sur les mythes nationaux construits par le Japon depuis la guerre. Après la Révolution culturelle, le prestige du Parti communiste chinois (PCC) avait connu un déclin important, exacerbé par les dommages collatéraux de la réforme, à savoir l'augmentation de l'inflation, du chômage, de la corruption et de la criminalité. Afin de rassembler une large coalition en faveur de la réforme, Deng Xiaoping négocia un compromis avec les conservateurs du Parti lors du XII^e Congrès pour obtenir leur soutien à la réforme et à la politique d'ouverture. Le premier incident à propos des manuels scolaires, qui survint peu avant le XII^e Congrès, offrit une bonne occasion à Deng d'appeler à l'unité politique dans le pays. Une position ferme à l'égard du Japon pouvait en effet apaiser la faction dure du Parti qui s'inquiétait des influences idéologiques occidentales qui, selon elle, avaient pénétré le pays depuis le lancement des réformes. Vilipender le Japon sur la question de l'histoire pouvait également raviver le patriotisme et renforcer la légitimité déclinante du régime communiste.

En fait, peu après la controverse de 1982 sur les manuels scolaires, la propagande officielle commença à délaisser l'idéologie communiste classique centrée sur la lutte des classes pour mettre l'accent sur le nationalisme en attirant l'attention sur les conflits entre la nation chinoise et les nations étrangères qui avaient envahi la Chine par le passé, à commencer par le Japon. Les films de guerre, de même que la recherche historique officielle et les commémorations de guerre se concentraient désormais sur les atrocités commises par les Japonais pendant la guerre et sur la résistance héroïque des Chinois. L'opinion chinoise était tellement préoccupée par sa propre victimisation qu'elle refusait désormais de faire la distinction entre les militaristes japonais et les Japonais ordinaires. Les manifestations étudiantes antijaponaises suscitèrent à leur tour une certaine frustration chez les Japonais qui se souvenaient de la guerre avant tout comme d'une expérience malheureuse et qui n'étaient, pour la plupart, pas conscients du rôle de leur pays dans la persécution d'autres nations. Ainsi, depuis bien longtemps, les conflits sino-japonais relatifs à l'histoire ne sont pas seulement le résultat de frictions entre les gouvernements mais aussi d'une animosité profonde entre les deux peuples.

14. Les manuels d'histoire japonais se sont nettement améliorés à partir des années 1970, grâce aux batailles mineures mais historiques remportées par les forces progressistes japonaises dans leur « bataille de l'histoire » contre les conservateurs. On peut citer, par exemple, le procès gagné par l'historien de gauche Ienaga Saburo contre les forces conservatrices du Monbusho (ministère de l'éducation).

15. Ming Wan présente les révisions effectuées personnellement par Zhou Enlai sur le « Rapport de propagande interne pour la réception du premier ministre japonais Tanaka en Chine », rédigé par le ministère des Affaires étrangères chinois en août 1972. Ce document fut distribué aux organisations du Parti au-dessus du niveau du district et expliqué oralement à chaque famille dans environ vingt villes avant ou peu après la visite de Tanaka. Ming Wan, *Sino-Japanese Relations: Interaction, Logic, and Transformation*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2006, p. 100.

16. Yinan He, *The Search for Reconciliation*, op. cit., p. 190-191.

La politique intérieure nipponne continua d'encourager la construction de mythes nationaux après la guerre froide. Pendant les années 1990, parfois surnommées la « décennie perdue », non seulement le Japon connut la pire récession économique depuis la guerre mais il vit aussi fortement chuter le moral et le dynamisme du pays alors que celui-ci se trouvait accablé par une série de problèmes épineux – corruption politique rampante, scandales publics, société vieillissante, montée de la criminalité et des suicides, disparité croissante des revenus, et baisse du niveau de vie ⁽¹⁷⁾. Tous ces problèmes posaient des défis politiques sans précédent au bloc conservateur au pouvoir. Après avoir temporairement perdu le pouvoir en 1993, le Parti libéral démocrate (PLD) fut contraint de former une coalition avec des partis minoritaires et se trouva confronté à une opposition plus forte menée par le nouveau Parti démocrate du Japon (PDJ), fondé en 1996. Cette situation poussa certaines personnalités PLD du centre-droit à se livrer à une certaine forme de populisme nationaliste pour accroître ses soutiens.

Cette pression exercée par la droite signifiait que lorsque des responsables politiques étaient confrontés à de nouvelles révélations sur les atrocités commises par le Japon en temps de guerre (comme, par exemple, la controverse sur les « femmes de réconfort »), ils n'avaient d'autre choix que de présenter leurs excuses, mais le plus souvent après moult tergiversations ⁽¹⁸⁾. La déclaration d'août 1995 du premier ministre Murayama Tomiichi pour marquer le 50^e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale constitue l'expression de contrition la plus claire, la plus inconditionnelle et la plus absolue formulée par le Japon à ce jour. Dans cette déclaration, Murayama reconnaissait qu'à travers sa domination coloniale et ses agressions, le Japon avait « causé d'énormes dégâts et souffrances aux peuples de nombreux pays, particulièrement à ceux d'Asie », exprimait « ses profonds remords » et présentait des « excuses sincères » ⁽¹⁹⁾. Depuis, tous les gouvernements ont officiellement endossé la déclaration de Murayama. Mais si cette déclaration sert de fondement aux relations avec tous les pays asiatiques ayant été colonisés ou envahis par le Japon, elle est loin de faire l'objet d'un consensus au Japon. En fait, cette position officielle n'a cessé d'être remise en question d'une part par la droite, qui accuse le gouvernement de capituler face aux pressions de l'étranger et d'adopter une vue « masochiste » du passé, et d'autre part par la gauche qui reprocha à Murayama d'éluder les questions plus importantes de moralité et de responsabilité individuelle, et de n'être pas parvenu à mettre en place une stratégie concrète et durable de réconciliation ⁽²⁰⁾.

Les années 1990 ont également vu une recrudescence du révisionnisme historique nippon qui niait la caractérisation du Japon comme agresseur. Plusieurs organisations conservatrices ont tenté de diffuser ce point de vue en organisant des symposiums, en publiant des mangas ou des textes populaires, et même en rédigeant leurs propres manuels scolaires comme le très controversé *Nouveau manuel d'histoire*, compilé par la *Tsukuru Kai* (société pour la réforme des manuels scolaires), qui reçut l'aval des autorités en 2001. Notons qu'un certain nombre de responsables politiques du PLD aux niveaux national et local ont rejoint la *Tsukuru Kai*, ce qui a accru son influence de manière disproportionnée ⁽²¹⁾. En fait, depuis les années 1990, le néonationalisme a reçu le soutien et la bénédiction de la faction de la Nouvelle droite au sein du PLD dont l'idéologie rappelle l'ultranationalisme japonais d'avant-guerre. Formé dans les années 1970 pour protester contre la normalisation des relations diplomatiques avec la Chine engagée par le premier ministre Tanaka, le groupe Seirinkan avait vu son influence politique diminuer dans les années 1990, mais certains de ses membres les plus éminents, comme l'ancien premier ministre Mori Yoshiro, l'ancien chef du Conseil de recherche politique du PLD Kamei Shikuza, et l'ancien gouverneur

de la préfecture de Tokyo Ishihara Shintaro, ont continué de jouer un rôle significatif dans la droitisation de la politique éducative du PLD ⁽²²⁾. Bien que peu de Japonais aient affiché un soutien actif au révisionnisme historique, l'imbrication de ce mouvement avec les mouvements politiques conservateurs a renforcé les suspicions à l'étranger à propos de l'existence d'un complot visant à réécrire l'histoire, faisant ainsi de ce type de révisionnisme un sujet de tension dans les relations bilatérales.

Mais cette provocation du côté japonais ne fut qu'une raison parmi d'autres de la résurgence de conflits relatifs à l'histoire. La crédibilité du PCC s'effondra après la répression violente du mouvement démocratique de 1989. Les sanctions infligées à la Chine par l'Occident après Tiananmen accentuèrent la « mentalité d'assiégé » au sein de la classe dirigeante chinoise. Inquiet pour la survie du régime, et conscient que l'idéologie communiste devenait de moins en moins pertinente, le gouvernement chinois redoubla d'efforts pour promouvoir une idéologie nationaliste et conserver le soutien du peuple chinois. Toutefois, puisque Deng choisit d'adopter un profil bas après Tiananmen, la campagne d'éducation patriotique ne fut pas mise en œuvre avant 1993-1994, lorsque la Chine commença à regagner son assurance sur le plan international. Le nouveau programme d'histoire mettait désormais en exergue la guerre sino-japonaise de 1937-1945 qui avait jusque-là été traitée comme un épisode parmi d'autres de l'histoire révolutionnaire de la Chine. Cette campagne patriotique atteignit son apogée en 1995, lorsque Pékin lança une vigoureuse campagne commémorative à l'occasion du 50^e anniversaire de la victoire de la Chine.

Notons toutefois qu'au début des années 1990, le régime de Pékin s'est efforcé de mettre fin aux hostilités et de se rapprocher du Japon afin de sortir de son isolement diplomatique au lendemain de Tiananmen. Mais cette nouvelle diplomatie d'amitié était davantage dictée par l'opportunisme que par le désir d'une véritable réconciliation à long terme. En fait, peu de progrès ont été accomplis pendant cette période sur la question de l'histoire. Lorsque Pékin accéléra sa politique d'éducation patriotique au milieu des années 1990, les polémiques liées à l'histoire reprirent de plus belle, notamment sous le gouvernement de Koizumi. Quand ce dernier arriva au pouvoir en 2001, « le Japon était littéralement en faillite, sur les plans tant financier que psychologique » et « le PLD au pouvoir cherchait désespérément un sauveur » ⁽²³⁾. Il répondit aux pressions intérieures en introduisant des réformes courageuses comme le nettoyage du système bancaire, la privatisation de la Poste et la centralisation du pouvoir entre les mains du gouvernement et du PLD. Sur le plan extérieur, il adopta une politique étrangère musclée visant à renforcer la coopération sécuritaire entre les États-Unis et le Japon, à maintenir la pression sur la Corée du Nord et à concurrencer la Chine pour le rôle d'hégémon régional. Pour atteindre ces objectifs, Koizumi employa une stratégie alliant « populisme et entêtement » ⁽²⁴⁾. Son insistance à se rendre à

17. Mindy L. Ktler et al., « Chinese and Japanese Public Opinion: Searching for Moral Security », *Asian Perspective*, vol. 31, n° 1, 2007.

18. Alex Dudden, *Troubled Apologies among Japan, Korea, and the United States*, New York, Columbia University Press, 2008 ; Jennifer Lind, *Sorry States*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2008.

19. Déclaration du Premier ministre Tomiichi Murayama « À l'occasion du 50^e anniversaire de la fin de la guerre (15 août 1995) », disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères japonaises www.mofa.go.jp/announce/press/pm/murayama/9508.html (consulté le 25 septembre 2013).

20. Kazuhiko Togo, *Japan and Reconciliation in Post-war Asia: The Murayama Statement and Its Implications*, New York, Palgrave Macmillan, 2013.

21. Sven Saaler, *Politics, Memory and Public Opinion*, Munich, Iudicium Verlag GmbH, 2005.

22. James Babb, « The Seirinkan and the Fate of Its Members: The Rise and Fall of the New Right Politicians in Japan », *Japan Forum*, vol. 24, n° 1, 2012.

23. « Honest Abe », *Wall Street Journal*, 29 août 2006.

24. « Koizumi's Success Charts the Path to Japan's Future », *Wall Street Journal*, 28 avril 2006.

Yasukuni chaque année était un élément de sa stratégie électorale et populiste pour rallier le soutien du peuple japonais et faire avancer son agenda politique.

Peu après son accession au pouvoir, le nouveau Parti démocratique du Japon chercha dans un premier temps à se débarrasser du bagage idéologique de ses prédécesseurs du PLD concernant les questions de l'histoire et du nationalisme. Il s'efforça plutôt de promouvoir le régionalisme asiatique afin de trouver un meilleur équilibre entre l'alliance du Japon avec les États-Unis et la coopération avec la Chine. Mais cette vision de politique étrangère apparemment réaliste fut contrecarrée par la pression stratégique quasi-inévitée exercée par une Chine en plein essor et toujours plus sûre d'elle-même. Cette initiative fut également sapée par certains responsables politiques japonais comme Ishihara Shintaro, dont la volonté d'acheter les îles Diaoyu/Senkaku en avril 2012 força le gouvernement national à intervenir et provoqua une crise diplomatique qui n'est à ce jour (à l'automne 2013) toujours pas résolue. Au final, le PDJ n'eut d'autre choix que de « revenir à une stratégie semblable à celle employée par le PLD »⁽²⁵⁾.

Pendant ce temps, la mise en place durable de l'éducation patriotique en Chine avait commencé à susciter des sentiments viscéralement xénophobes dont le Japon était la première cible. Ces sentiments se répandaient alors que la société chinoise était devenue depuis les années 1990 plus dynamique et pluraliste, notamment grâce à la commercialisation des médias qui avait abouti à une plus grande diversification des sources d'information et offert un plus grand espace aux discussions concernant les questions politiques, y compris celles relatives à la politique étrangère. Le sensationnalisme des médias non officiels contribua également à la polarisation de l'opinion publique et à la promotion d'un nationalisme étroit. Les points de vue nationalistes extrêmes se sont également répandus parce que, dans la Chine autoritaire, toute critique ouverte du régime communiste reste sujette à une stricte censure. La rhétorique nationaliste dirigée contre les « ennemis » extérieurs est donc devenue une manière sûre et efficace pour certains intellectuels et autres acteurs sociaux de promouvoir leur agenda politique. C'est ainsi qu'un système médiatique partiellement ouvert mais toujours strictement surveillé a favorisé de manière tacite l'essor du patriotisme comme idéologie consensuelle de la nation⁽²⁶⁾.

Appeler au nationalisme peut certes contribuer à redresser le moral d'un pays, mais lui accorder une place trop importante aboutit à répandre une idéologie de masse fondée sur l'autoglorification et la xénophobie. Bien que le gouvernement chinois ait préféré étouffer le nationalisme populaire quand celui-ci mettait en danger les intérêts de la nation, il réalisa en même temps qu'une répression pure et simple susciterait des critiques à l'encontre de la diplomatie « molle » du gouvernement et affaiblirait son crédit patriotique. Et donc, bien que Hu Jintao et le ministère des Affaires étrangères aient envisagé une nouvelle politique à l'égard du Japon en 2002-2003, leur plan fut rejeté dans les débats populaires et politiques⁽²⁷⁾. Par ailleurs, Hu, arrivé au pouvoir seulement en 2002, avait besoin du soutien de Jiang pour consolider son autorité et n'avait d'autre choix que de poursuivre la politique de fermeté de son prédécesseur à l'égard du Japon. Ce n'est qu'en 2006, alors que Hu avait consolidé son pouvoir et que Koizumi avait quitté ses fonctions, qu'il se sentit en mesure de chercher un certain rapprochement avec le Japon. Mais des facteurs de politique intérieure allaient de nouveau tout remettre en question au moment des conflits territoriaux de 2010 et 2012. Se préparant tous deux à la transition politique de la fin de 2012, ni le président sortant Hu, soucieux de préserver son influence sur la nouvelle direction du parti, ni son successeur Xi Jinping, bien résolu à pré-

server son capital patriotique, ne pouvaient se permettre de faire preuve de faiblesse dans leurs rapports avec le Japon. Leur intérêt était donc d'exploiter, plutôt que de réprimer, le sentiment anti-japonais.

Ce choix n'était pourtant pas sans conséquences sur le plan international. Le fait que Pékin n'ait pas réussi à contenir ses « patriotes » les plus extrêmes a incité les observateurs extérieurs, y compris au Japon, à soupçonner le régime de manipuler délibérément le nationalisme populaire. Cette évolution apportait aussi de l'eau au moulin de la droite japonaise qui s'opposait à tout effort de repentance et de réconciliation face à un gouvernement autoritaire qui, selon eux, plaçait la légitimité du régime et la domination régionale au-dessus des relations de bon voisinage⁽²⁸⁾. Pour reprendre les commentaires de l'ancien ministre des Affaires étrangères japonais Murata Ryohei sur la déclaration de Murayama, « il est tout à fait possible que le premier ministre japonais ait fait cette déclaration en toute sincérité, mais les gouvernements chinois et coréen n'avaient aucune intention de l'interpréter comme elle devait l'être. Ils étaient tout simplement prêts à utiliser cette naïveté japonaise pour servir leurs futurs objectifs en matière de politique étrangère »⁽²⁹⁾.

Le second paradoxe majeur dans les relations sino-japonaises depuis la normalisation, à savoir le fait que la mémoire et l'histoire sont devenues plus problématiques au fil du temps, éclaire de manière intéressante le premier paradoxe que nous avons évoqué plus haut. En effet, une des principales raisons pour laquelle la Chine et le Japon n'ont pu mettre en œuvre un partenariat stratégique dans les années 1970-1980 était leur incapacité à régler les anciens désaccords historiques. Depuis la fin de la guerre froide, le contexte géopolitique incertain ainsi que la confrontation des mémoires ont rendu les relations bilatérales de plus en plus difficiles à gérer. Bien que les crises bilatérales donnent toujours lieu à des efforts intenses d'endiguement, le degré de compréhension et de confiance mutuelle nécessaire pour éviter de nouvelles crises reste faible. C'est vers ce troisième paradoxe – une antipathie persistante et un fossé de valeurs toujours plus profond malgré des échanges bilatéraux fréquents – que nous allons maintenant nous tourner.

Des connexions entre sociétés plus fortes malgré une antipathie persistante

À peine séparés par « un étroit filet d'eau » (*yiyi daishui*), la Chine et le Japon ont eu dans l'histoire des interactions très fortes. Les premiers émissaires japonais envoyés en Chine remontent à la dynastie des Han, et leur présence sur le territoire chinois était devenue fréquente sous la dynastie des Tang du VII^e au X^e siècle. De même, la Chine pré-moderne a exercé une influence forte, souvent par l'intermédiaire de la Corée, sur plusieurs aspects

25. Christopher W. Hughes, « The Democratic Party of Japan's New (but Failing) Grand Security Strategy: From "Reluctant Realism" to "Resentful Realism"? », *Journal of Japanese Studies*, vol. 38, n° 1, hiver 2012, p. 109.

26. Pour un long compte-rendu de la radicalisation de l'opinion publique chinoise à propos du Japon depuis les années 1990, voir Yinan He, « Remembering and Forgetting: Elite Mythmaking, Mass Reaction, and Sino-Japanese Relations, 1950–2006 », *History and Memory*, vol. 19, n° 2, automne 2007.

27. Peter Gries, « China's 'New Thinking' on Japan », *The China Quarterly*, n° 184, décembre 2005.

28. Voir, par exemple, Nakajima Mineo, « ODA o toriyame/tai Chugoku gaiko no arikata mo minaose » (Suspendre l'aide publique / Réexaminer la bonne approche envers la diplomatie chinoise), *Chuo koron*, March 2005, Noda Nobuo. « Chugoku 'teikoku chitsujo kochiku' ni Nihon wa taiko senryaku o mochiuru no ka? » (Le Japon a-t-il une contre-stratégie à la construction d'une "ordre impérial" chinois ?), *Chuo koron*, novembre 2004.

29. Quoted in Kazuhiko Togo, *Japan and Reconciliation in Post-war Asia*, op. cit., p. 15.

de la culture japonaise – système d'écriture, religion, coutumes, agriculture, gouvernement, etc. La Chine a également beaucoup emprunté à la culture japonaise, surtout sa pensée politique et économique moderne à partir de la période Meiji. Par ailleurs, au début du ^{xx}^e siècle, les membres de l'élite chinoise (comme Liang Qichao et Sun Yat-sen) se sont tournés vers le Japon pour trouver l'inspiration et l'aide matérielle qui leur permettraient de mettre en œuvre leurs idéaux nationalistes⁽³⁰⁾. Un nombre important de dirigeants des deux forces majeures de la politique chinoise du ^{xx}^e siècle, le parti nationaliste (Kuomintang) et le PCC, ont étudié au Japon et cette expérience fut très formatrice⁽³¹⁾.

Les vols commerciaux réguliers entre Tokyo et Pékin commencèrent en septembre 1974, soit deux ans après la normalisation des relations diplomatiques. Dans le domaine culturel, la Japan Foundation, une agence gouvernementale, finançait les échanges de représentations de Kabuki japonais et d'opéra de Pékin⁽³²⁾, alors que les visites d'autres troupes artistiques chinoises étaient parrainées par l'Association (non gouvernementale) pour l'amitié entre le Japon et la Chine (AAJC)⁽³³⁾. Deux autres types d'échanges non officiels débutèrent également dans les années 1970. Le premier mettait en place des programmes d'échanges de jeunes. Grâce aux « bateaux de la jeunesse (par mer) » et aux « ailes de la jeunesse (par air) », de nombreux groupes de jeunes des deux pays purent se rendre visite mutuellement. Un autre type d'échanges était le jumelage de villes chinoises et japonaises. Les premiers jumelages furent institués entre Kobe et Tianjin, et entre Yokohama et Shanghai, et ce type d'échanges se répandit rapidement entre villes et provinces. En 2010, la Chine représentait 21 % de la totalité des liens qu'entretenaient le Japon avec des gouvernements locaux étrangers, à peine moins que les États-Unis, mais sur le plan financier le coût pour les villes japonaises des jumelages avec les villes chinoises était plus élevé qu'avec tout autre pays⁽³⁴⁾.

Quand la Chine redécouvrit le Japon comme un « modèle » pour poursuivre sa modernisation, les deux pays nouèrent de nouveaux liens sociétaux. Comme l'a souligné Allen Whiting, au milieu des années 1980, les médias chinois projetaient une image clairement favorable du Japon⁽³⁵⁾. Admiratifs des accomplissements de leurs voisins en matière de développement économique, dans le domaine des sciences et technologies et dans celui de l'éducation, de nombreux Chinois avaient envie de reproduire le succès japonais. En 1985, le gouvernement chinois leva certaines restrictions concernant l'éducation autofinancée à l'étranger. De son côté, le Japon ouvrit plus grand ses portes aux étudiants étrangers en lançant le « Plan pour l'acceptation de 100 000 étudiants étrangers d'ici au début du ^{xxi}^e siècle » et en simplifiant les procédures de demande de visas étudiants. Très vite on assista à un afflux de Chinois vers le Japon. Entre 1984 et 2000, plus de 250 000 Chinois ont obtenu des visas pour y suivre des études universitaires ou pour y suivre une formation linguistique pré-universitaire. En 2009, les étudiants chinois formaient le premier contingent d'étudiants étrangers au Japon⁽³⁶⁾.

En 1980, le Japon ne comptait que 52 896 résidents chinois⁽³⁷⁾, mais à la fin de 2007 le nombre de Chinois ayant un droit de séjour au Japon était de 606 899 – soit 28,2 % de la population étrangère officiellement recensée – et dépassait le nombre de Coréens, traditionnellement la première communauté étrangère sur le sol japonais⁽³⁸⁾. Cette augmentation est essentiellement due aux étudiants chinois arrivés dans les années 1980 qui choisirent de rester au Japon une fois diplômés. C'est pourquoi la plupart des membres de la nouvelle communauté chinoise sont instruits, jouissent d'un statut socioéconomique élevé, et sont plutôt bien intégrés

dans la société japonaise⁽³⁹⁾. Nombre d'entre eux ont été recrutés par des entreprises japonaises qui souhaitent développer leurs affaires en Chine, ou sont devenus des « entrepreneurs transnationaux » qui possèdent leur société en Chine. Grâce à leur maîtrise des deux langues et à leurs réseaux culturels et ethniques, ils servent souvent de passerelle entre les deux sociétés⁽⁴⁰⁾.

Alors que le Japon se montrait plus ouvert à l'immigration étudiante chinoise, les Chinois affichaient un intérêt de plus en plus marqué pour la langue et la culture japonaises. Bien que le respect des Chinois pour le modèle japonais ait quelque peu pâti de l'explosion de la « bulle » dans les années 1990, la langue japonaise demeure une discipline populaire parmi les étudiants chinois. Le nombre de candidats au Test de pratique courante de la langue japonaise a été multiplié par 20 entre 1993 et 2003⁽⁴¹⁾. En 2013, en dépit du fait que les relations officielles entre les deux pays étaient au plus bas depuis 40 ans, le nombre de Chinois étudiant le japonais a atteint 1,05 million – le plus élevé au monde en dehors du Japon⁽⁴²⁾.

Par ailleurs, en 1990, le ministère japonais de la Justice révisa la Loi sur l'immigration si bien qu'un plus grand nombre de firmes japonaises furent désormais autorisées à accepter des étudiants étrangers en stage technique (*kenshusei*). Le nombre de *kenshusei* chinois crût rapidement et représentait près de 40 % de la totalité des *kenshusei* étrangers en 1996. La plupart de ces *kenshusei* intégrèrent l'industrie manufacturière, contribuant ainsi à réduire la pénurie de main-d'œuvre due au vieillissement accéléré de la société japonaise⁽⁴³⁾. De leur côté, la plupart des jeunes Chinois étudiant le japonais et beaucoup d'étudiants autofinancés travaillent à mi-temps pour de maigres salaires afin de payer leurs études universitaires et subvenir à leurs besoins quotidiens. Pour ces étudiants, l'expérience du travail au Japon contribue rarement à donner une image positive du pays. Par ailleurs, si le Japon dépend de plus en plus des immigrants sans papiers pour sa main-d'œuvre bon marché, la crainte d'une hausse de la criminalité résultant de cet afflux d'étrangers

30. Joshua A. Fogel, *The Role of Japan in Liang Qichao's Introduction of Modern Western Civilisation to China*, Berkeley, CA, University of California Berkeley, 2004 ; Marius B. Jansen, *The Japanese and Sun Yat-sen*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1954 ; Ernest P. Young, « Chinese Leaders and Japanese Aid in the Early Republic », in Akira Iriye et Madeleine Chi (éds.), *The Chinese and the Japanese: Essays in Political and Cultural Interactions*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1980.

31. Yoda Yoshiie et Wang Yuan, *Nitchu kankei no rekishi to genzai* (Histoire et actualités des relations sino-japonaises), Tokyo, Hakuteisha, 2007, p. 135-147.

32. Japan Foundation, *Kokusai koryu kikin 15 nen no ayumi* (Les 15 ans de la Fondation pour le Japon), Tokyo, Kakusai Koryu Kikin, 1990, p. 37.

33. Bureau national de l'Association pour l'amitié entre le Japon et la Chine, *Nitchu yuko undo shi* (Histoire du mouvement d'amitié entre la Chine et le Japon), Tokyo, Seinen Shuppansha, 1980, p. 186-188.

34. Utpal Vyas, *Soft Power in Japan-China Relations: State, Sub-state and Non-state Relations*, New York, Routledge, 2011, p. 112-113.

35. Allen Whiting, *China Eyes Japan*, Berkeley, University of California Press, 1989, p. 91.

36. Gracia Liu-Farrer, « Educationally Channeled International Labor Mobility: Contemporary Student Migration from China to Japan », *International Migration Review*, vol. 43, n° 1, 2009, p. 184-185.

37. Hélène Le Bail, « La nouvelle immigration chinoise au Japon : entre mobilité et intégration », *Perspectives chinoises*, n° 90, juillet-août 2005, p. 11-23.

38. « Chinese become Japan's largest foreign community », *China Daily*, 5 juin 2008.

39. Au Japon, les Chinois sont les plus nombreux à être naturalisés après les Coréens ; bien devant toute autre population étrangère au Japon. Voir Hélène Le Bail, « La nouvelle immigration chinoise au Japon », *art. cit.*, p. 11.

40. Gracia Liu-Farrer, « Educationally Channeled International Labor Mobility », *art. cit.*

41. Utpal Vyas, *Soft Power in Japan-China Relations*, *op. cit.*, p. 96.

42. *Kyodo News*, 8 juillet 2013.

43. Satoshi Amako et Sonoda Shigeto (éds.), *Nitchu koryu no shihanseki* (25 ans d'échanges sino-japonais), Tokyo, Toyo Keizai Shinposha, 1998, chapitre 3.

et l'importance de l'homogénéité ethnique dans l'idéologie conservatrice ont généré méfiance et hostilité des Japonais vis-à-vis de l'immigration chinoise⁽⁴⁴⁾.

Une autre question qui a été une source d'appréhension pour les Japonais à l'égard de la Chine est celle de la sécurité alimentaire. Le Japon n'étant pas auto-suffisant sur le plan alimentaire, il doit importer une grande partie de sa nourriture de l'étranger, et en particulier de Chine⁽⁴⁵⁾. Lors de la controverse des *gyoza*, les échanges plus soutenus entre les deux pays ont révélé de profondes divergences de culture politique. Le fait que le gouvernement chinois ait mis longtemps à réagir et ait tenté d'étouffer l'incident – une réaction typique de sa part sur les questions de sécurité publique –, a provoqué la consternation et le dégoût chez les Japonais. La question de la sécurité alimentaire est donc devenue la deuxième raison la plus fréquemment mentionnée (61,8 %), après les conflits territoriaux (64,6 %), par les Japonais pour justifier leur antipathie vis-à-vis de la Chine dans un sondage d'opinion réalisé en 2011⁽⁴⁶⁾.

Ce phénomène étrange selon lequel un resserrement des liens a abouti à une plus forte antipathie mutuelle est bien avéré dans les relations sino-japonaises⁽⁴⁷⁾. Au lendemain de la normalisation, les contacts sociétaux entre les deux pays étaient plutôt faibles, et l'élite japonaise au pouvoir ainsi que la population étaient généralement optimistes quant à l'avenir des réformes économiques et de la libéralisation politique en Chine. L'assurance dont le Japon faisait preuve à l'époque justifiait également une certaine tolérance vis-à-vis d'un pays économiquement arriéré qui souhaitait s'inspirer de l'expérience japonaise. Mais après l'incident de Tiananmen en 1989, la Chine a rapidement perdu son image d'« étudiant modèle » pour prendre le rôle de « paria » aux yeux des Japonais. L'essor de la puissance chinoise ainsi que l'assurance grandissante de la Chine sur la scène internationale ont aussi alerté le Japon sur les possibles menaces qu'une Chine autoritaire pouvait poser à ses voisins⁽⁴⁸⁾. Le conflit de valeurs entre les deux pays concernant les droits de l'homme, les minorités ethniques et les questions de souveraineté ont incité les deux gouvernements à tenir un dialogue annuel sur les droits de l'homme de 2008 à 2011 ; mais ce dialogue n'a guère réussi à réduire les divergences entre eux⁽⁴⁹⁾. De même, les fréquents sommets qui se sont tenus entre 2006 et 2008 ont fait l'impasse sur plusieurs sujets politiques sensibles⁽⁵⁰⁾.

Si les discussions officielles ne sont pas parvenues à faciliter la compréhension mutuelle et à favoriser une plus grande affinité entre les deux pays, est-il possible d'envisager que des échanges au niveau local et non gouvernemental puissent combler ce vide ? Les programmes d'échanges entre villes mentionnés plus haut présentent un certain nombre d'inconvénients. L'un d'entre eux est la charge financière qu'ils représentent pour les gouvernements locaux japonais et les associations bénévoles qui organisent ces activités. Un autre est le caractère officiel prononcé des groupes chinois qui participent à ces programmes. Ainsi, d'un côté, les Japonais déplorent le manque de véritables « échanges entre citoyens » ; de l'autre, les Chinois accusent les institutions japonaises officielles de ne pas faciliter suffisamment ces échanges (révélant ainsi leur incapacité à saisir les limites de l'autorité gouvernementale dans une démocratie). Par ailleurs, les villes chinoises considèrent souvent ces programmes comme une occasion d'attirer des investissements japonais, ce que leurs interlocuteurs perçoivent avant tout comme une démarche purement intéressée⁽⁵¹⁾. Cet exemple illustre bien l'asymétrie entre les attentes d'une nation en plein développement qui donne la priorité aux bénéfices commerciaux, et celles d'un pays développé qui s'intéresse davantage à la création de liens entre les citoyens des deux pays.

Certains de ces problèmes existent aussi pour les organisations non gouvernementales (ONG). En théorie, les ONG ne devraient pas être soumises à des directives officielles et devraient donc être plus flexibles. Mais dans le cadre des programmes d'échanges externes de la Chine, les participants chinois ont souvent des difficultés à s'écarter de la « ligne officielle » pour communiquer librement avec leurs homologues japonais. Un problème similaire, bien que de moindre ampleur, existe également au Japon dans la mesure où les organisations japonaises à but non lucratif sont souvent plus petites et disposent de moins de moyens que les ONG occidentales, et leurs activités sont limitées par l'État⁽⁵²⁾. Avant l'entrée en vigueur de la Loi sur les organisations à but non lucratif en 1999, les activités de ces organisations hors du domaine public étaient limitées aux « personnes morales d'intérêt public » (*koeki hojin*), mais l'obtention de ce statut nécessitait un processus d'habilitation long, strict et peu standardisé. En 1994, seuls 28 associations avaient réussi à obtenir le statut d'ONG⁽⁵³⁾. Bien que la nouvelle loi ait quelque peu simplifié les procédures, des milliers d'ONG japonaises préfèrent encore ne pas faire une demande de légalisation pour éviter de faire face à une réglementation complexe⁽⁵⁴⁾.

Ces programmes d'échanges bilatéraux ont toutefois rarement abordé un aspect important du fossé de valeurs qui sépare les deux pays, à savoir la mémoire historique, ce qui explique en partie le deuxième paradoxe analysé ci-dessus. La controverse sur les manuels scolaires de 1982 a donné lieu à la mise en place d'un certain nombre de projets conjoints d'échanges en matière de recherche et d'enseignement de l'histoire comme celui entre le Syndicat de l'éducation de Chine et le Syndicat des enseignants du Japon (*Nikkyoso*), organisme ancré à gauche⁽⁵⁵⁾. Depuis 1988, les historiens chinois de l'Institut de recherche sur les programmes et supports pédagogiques, rattaché aux Presses populaires de l'éducation, et leurs homologues japonais de la Société internationale pour l'information pédagogique ont mis en œuvre des études réciproques des manuels scolaires et débattu des contenus de ces manuels⁽⁵⁶⁾. Plus récemment, en réponse à l'aval accordé par le Monbusho au manuel de la *Tsukuru Kai*, des historiens chinois, japonais et

44. Takeyuki Tsuda, « Reluctant Hosts: The Future of Japan as a Country of Immigration », *Research & Seminars*, vol. 7, n° 4, février 2001. Un sondage de l'*Asahi Shinbun* de 1998, par exemple, révélait qu'un pourcentage égal de Japonais (12 %) estimait que le gouvernement devait faciliter les échanges avec les étudiants chinois et interdire les immigrants chinois illégaux. Naikaku Sori Daijin Kanbo, *Seron chosa nenkan* (Annales d'enquêtes d'opinion), 1998, p. 497.
45. Le taux d'autosuffisance alimentaire au Japon en 2006 était de 39 % sur une base calorifique et de 68 % en termes de valeur de production agricole. Voir *Japan Times*, 26 février 2008.
46. Huitième sondage d'opinion conjoint conduit par l'organisation à but non lucratif Genro et publié en juin 2012, disponible sur www.genron-npo.net/pdf/forum2012.pdf (consulté le 6 février 2013).
47. Satoshi Amako and Sonoda Shigeto (éds), *Nitchu koryu no shihanseki*, op. cit., p. 115.
48. Jing Sun, *Japan and China as Charm Rivals: Soft Power in Regional Diplomacy*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2012, p. 39-43. La citation se trouve p. 42.
49. Source du ministère des Affaires étrangères japonais : www.mofa.go.jp/announce/announce/2011/11/1124_03.html (consulté le 25 septembre 2013).
50. Gilbert Rozman, « Narrowing the Values Gap in Sino-Japanese Relations: Lessons from 2006-2008 », in Gerrit Gong et Victor Teo (éds.), *Reconceptualising the Divide: Identity, Memory and Nationalism in Sino-Japanese relations*, Newcastle upon Tyne, UK, Cambridge Scholars Publishing, 2010, p. 30-35.
51. Satoshi Amako and Sonoda Shigeto (éds), *Nitchu koryu no shihanseki*, op. cit., chapitre 5.
52. L'attitude officielle au Japon à cet égard est illustrée par le refus d'approuver l'utilisation du terme « ONG » au Japon, car cela pourrait laisser penser qu'il y a certains avantages à se dissocier de l'État. C'est pourquoi la formulation « organisation à but non lucratif » est utilisée.
53. Uptal Vyas, *Soft Power in Japan-China Relations*, op. cit., p. 134.
54. Andrew Horvat, « A Strong State, Weak Civil Society, and Cold War Geopolitics: Why Japan Lags behind Europe in Confronting a Negative Past », in Gi-wook Shin et al. (éds.), *Rethinking Historical Injustice and Reconciliation in Northeast Asia: The Korean Experience*, Londres, Routledge, 2007, p. 223-225.
55. Hitaka Rokuro, *Nihon to Chugoku: Wakamono tachi no rekishi ninshiki* (Le Japon et la Chine : les visions de l'histoire par la jeunesse), Tokyo, Nashinokisha, 1995.
56. Wang Hongzhi, « Zhongri Lishi Jiaokeshu de Jiaoliu » (Les échanges sino-japonais à propos des manuels d'histoire), *Lishi jiaoxue*, n° 1, 1999.

sud-coréens ont lancé en 2002 un projet collaboratif qui a abouti à la publication simultanée dans les trois pays d'un volume de supports pédagogiques auxiliaires sur l'histoire moderne des trois nations ⁽⁵⁷⁾. Créés essentiellement en réaction aux controverses ayant surgi au Japon sur les manuels scolaires, ces programmes d'échanges ont été utilisés par les historiens chinois et par les historiens japonais progressistes pour attaquer le Monbusho et les conservateurs japonais – notons l'absence de toute critique concernant d'éventuelles distorsions ou omissions historiques dans les manuels chinois. Il est notoire que l'histoire de la Chine moderne est un champ de mines politique en Chine et que cette discipline comporte des risques considérables pour ceux qui souhaiteraient entreprendre une recherche véritablement critique. Une telle sensibilité politique fait qu'il est d'autant plus difficile pour les historiens chinois de s'engager dans un véritable dialogue avec leurs homologues étrangers, ou de faire abstraction des sentiments anti-japonais qu'ils peuvent avoir ⁽⁵⁸⁾.

Le Japon aussi rechigne de longue date à s'engager dans un dialogue international sur l'histoire. Ce n'est qu'après que le Premier ministre Murayama du Parti socialiste du Japon accéda au pouvoir en 1994 que Tokyo offrit de soutenir officiellement des projets de recherche collaboratifs avec des historiens asiatiques sur l'histoire de l'agression et du colonialisme japonais. Suite à la mise en place du Plan d'échange pour la paix et l'amitié, plusieurs institutions de recherche furent créées, dont le Centre pour la recherche sur l'histoire de Chine. Mais la Chine fit savoir qu'il était prématuré de s'engager dans une recherche historique conjointe et qu'elle n'apporterait son soutien à ces réunions d'historiens que si elles abordaient le thème de l'introspection japonaise. Plus précisément, Pékin informa Tokyo que « les échanges libres avec des instituts de recherches ou des chercheurs chinois [n'étaient] pas acceptables » et spécifia que les chercheurs des deux pays devaient mener leurs recherches séparément puis échanger leurs points de vue exclusivement par le biais de l'Académie des sciences sociales de Chine ⁽⁵⁹⁾. Ainsi, Pékin s'assurait d'une part qu'aucun historien chinois ne pût participer indépendamment à des projets historiques conjoints et, d'autre part, que ces projets adhèreraient à la position officielle du PCC sur les questions historiques.

Après le départ du gouvernement Koizumi en 2006, Pékin et Tokyo lancèrent un programme commun de recherche comprenant des historiens des deux pays, ce qui représentait un véritable pas en avant. Toutefois, les points de vue des historiens étaient trop différents pour être aisément réconciliés, et les deux parties décidèrent d'écrire chacune de leur côté des articles sur les sujets historiques choisis. Le projet se termina à la fin 2009, après quatre séries de réunions. Les rapports publiés plus tard révèlent en effet d'importantes divergences d'interprétation sur de nombreux sujets tels que le nombre de victimes du Massacre de Nankin, les causes de l'Incident du Pont Marco Polo ainsi que divers aspects de l'histoire de l'après-guerre. Néanmoins, les deux parties utilisent le terme d'« agression » pour décrire l'invasion japonaise et reconnaissent de manière explicite à la Chine le statut de victime par rapport Japon pendant la guerre ⁽⁶⁰⁾. Suite à cette première phase de coopération entre les deux pays en matière de recherche historique, beaucoup attendaient de nouveaux projets, mais les tensions politiques depuis 2010 ont exclu la mise en œuvre d'une deuxième phase dans un avenir proche, ce qui en dit long sur la vulnérabilité des échanges sociétaux face aux pressions politiques.

Conclusion

Quand la Chine et le Japon ont normalisé leurs relations en 1972, ils souhaitaient que leur amitié continue « génération après génération ». En réa-

lité, ces relations ont connu bien des hauts et des bas durant ces 40 dernières années, et la perspective d'un glissement vers un conflit armé commence à apparaître comme une réelle possibilité. Si l'on observe ces relations de plus près, on s'aperçoit que les nombreux intérêts partagés par les deux pays ainsi que l'absence d'un conflit stratégique majeur entre eux rendent encore plus déconcertante la dégradation des relations bilatérales. Contrairement à la situation dans les années 1930, où la dislocation économique, les dysfonctionnements politiques et l'essor du militarisme au Japon plaçaient ce pays sur une trajectoire de collision avec la Chine, ou même aux années de guerre froide, lorsque les deux pays étaient englués dans une lutte entre les superpuissances mondiales, l'antagonisme actuel entre les deux pays semble loin d'être inévitable. La rivalité stratégique émergente entre les deux nations, particulièrement évidente dans la course aux armements et dans les actes de provocation dans la mer de Chine orientale, est l'aboutissement du rééquilibrage des pouvoirs que l'on peut observer depuis cinq ou dix ans. Mais la rivalité entre la Chine et le Japon a été accentuée par des forces culturelles et idéologiques. En particulier, les perceptions de menaces mutuelles sont souvent amplifiées et réfractées à travers le prisme de récits historiques déformés. S'il est indéniable que la culture populaire et la mémoire collective ont fortement contribué à forger la vision que chacun a de l'autre, la manipulation de la mémoire par des éléments opportunistes au sein des élites de chaque pays a empoisonné une atmosphère par ailleurs calme et rationnelle dans les relations bilatérales. De plus, si la politisation de l'histoire sert avant tout des objectifs de politique intérieure, le fait qu'elle se déroule sous le regard des médias internationaux ne fait que renforcer le danger d'une escalade des sentiments mutuels d'antipathie et de méfiance.

On ne peut pas non plus avancer que la dichotomie démocratie/autoritarisme soit une marque de division nette entre les deux sociétés. Il est vrai que la RPC n'a jamais été une démocratie, mais il convient de préciser que le Japon avait choisi d'ignorer officiellement cette réalité jusqu'à ce que le choc de Tiananmen ne vienne confirmer une véritable inquiétude face à une Chine toujours plus forte et sûre d'elle. Aujourd'hui, beaucoup de citoyens japonais adhèrent sincèrement aux valeurs démocratiques et sont de plus en plus pessimistes sur la possibilité de forger une relation harmonieuse avec un pays dont le gouvernement réprime son peuple sans la moindre hésitation. Pour aggraver la situation, certains des critiques les plus virulents de la situation des droits de l'homme en Chine ont été les nationalistes conservateurs japonais dont l'attachement aux valeurs démocratiques semble par ailleurs pour le moins contestable ⁽⁶¹⁾. Les dirigeants japonais qui étaient les premiers à revendiquer une diplomatie « axée sur les valeurs » étaient aussi souvent d'ardents défenseurs d'un Japon fort et fier, refusant de s'excuser pour son passé et dédaignant tous les débats sur l'égalité entre

57. Pour les éditions chinoise et japonaise de cet ouvrage, voir : Dong Ya san guo de jin xian dai shi gong tong bian xie wei yuan hui, *Dong Ya san guo de jin xian dai shi* (Histoire moderne et contemporaine de trois pays d'Asie orientale), Pékin, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2005 ; Nitchukan Sankoku Kyotsu Rekishi Kyozaï linkai, *Mirai o hiraku rekishi: Higashi Ajia sankoku no kingendai shi* (Une histoire ouverte sur le futur : histoires moderne et contemporaine de trois pays d'Asie orientale), Tokyo, Kobunken, 2005.

58. Voir Guopeng Shi, « Epilogue: Some Reflections on the Annual Seminar for History Teachers from China, Japan, and South Korea », in Paul Morris, Naoko Shimazu et Edward Vickers (éd.), *Imagining Japan in Contemporary East Asia*, Routledge, sous presse.

59. Satoshi Amako et Sonoda Shigeto (éds.), *Nitchu koryu no shihanseki*, op. cit., p. 122–26.

60. Les rapports chinois et japonais émanant de ce projet historique conjoint sont disponibles sur : www.mofa.go.jp/mofaj/area/china/rekishi_kk.html (consulté le 25 septembre 2013).

61. Tsuneo Akaha, « "China" in the Contemporary Nationalists' Reconstruction of "Japan" », in Gong et Teo (éds.), *Reconceptualising the Divide*, op. cit.

les sexes, les droits des minorités et autres valeurs civiques importantes ⁽⁶²⁾. Pour l'élite conservatrice, la « démocratie » est moins l'objet d'un sérieux engagement qu'un bâton servant à assommer la Chine dans le but de réveiller le nationalisme antichinois et de rallier des soutiens pour faire avancer l'agenda de sa faction politique.

Les tendances que l'on peut observer actuellement – rééquilibrage des rapports de force dans les domaines économique et militaire, préjugés historiques fortement ancrés, conceptions conflictuelles de l'identité nationale et idéologies politiques divergentes – n'incitent pas à l'optimisme quant à l'avenir des relations sino-japonaises. On peut même imaginer un effet de spirale descendante où tout conflit d'intérêts serait monté en épingle plutôt que traité de manière rationnelle et objective, et où les réactions démesurées deviendrait la règle plutôt que l'exception. Le résultat est que des conflits d'ordre secondaire prennent le dessus sur la coopération mutuellement bénéfique qui servirait les intérêts nationaux plus larges des deux pays et améliorerait la vie des citoyens japonais et chinois. S'il se poursuit, ce cercle vicieux deviendra une énorme source d'instabilité sécuritaire et mettra en danger la prospérité non seulement des deux pays concernés, mais de toute la région Asie-Pacifique.

Les identités nationales, les perspectives historiques et les valeurs socio-politiques de la Chine et du Japon sont tellement différentes qu'elles rendent hautement problématique l'établissement de fondations stables pour la coopération bilatérale. Si les politiques étrangères des deux gouvernements ne parviennent pas à sortir de l'impasse parce qu'elles ne peuvent s'affranchir des réalités de la politique intérieure, les acteurs non étatiques doivent avoir la possibilité de réaliser ce que les gouvernements ne peuvent accomplir. Motivés davantage par des valeurs civiques que par des sentiments purement nationalistes ou des calculs politiques, les acteurs non étatiques devraient être plus à même de rejeter les manipulations idéologiques ⁽⁶³⁾. Grâce à leurs réseaux locaux, leurs projets bénévoles et autres activités créatives, les ONG sont plutôt bien placées pour favoriser le resserrement des liens entre les deux peuples au niveau de la base. Les ONG se sont en effet efforcées de faciliter la communication sociétale, comme ce fut le cas avec le dialogue des historiens promu par le Réseau asiatique pour l'éducation en histoire (Japon) ou encore avec les échanges d'universitaires et d'officiers financés par le Fonds Sasakawa pour l'amitié entre le Japon et la Chine. De même, dans une démarche visant à promouvoir l'amitié et la réconciliation, l'Association pour l'amitié entre le Japon et la Chine a, de 1995 à 1998, levé 4,7 millions de yens et attiré plus de 2 000 bénévoles pour restaurer les murs d'enceinte de la ville de Nankin où le Massacre avait eu lieu soixante ans plus tôt. En 2004, alors que les relations entre les deux pays étaient tendues, le président de l'AAJC s'est rendu dans la province du Heilongjiang pour assister à une cérémonie de commémoration du premier anniversaire d'un incident lors duquel la fuite d'armes chimiques laissées par le Japon après la seconde guerre mondiale avait fait plusieurs dizaines de blessés ⁽⁶⁴⁾.

Jusqu'à présent, les activités de ces programmes locaux n'ont pas été très bien diffusées ou reconnues dans les deux pays et, comme nous l'avons noté plus haut, leurs effets ont été sévèrement ralentis par le manque de ressources et les restrictions officielles. Il n'en reste pas moins que leur contribution véritable et potentielle dans l'amélioration des relations bilatérales ne peut être ignorée. Nous avons noté ailleurs que la Commission non gouvernementale germano-polonaise sur les manuels scolaires, mise en place dans les années 1970, avait fortement contribué à améliorer la compréhension entre les deux nations, et que de nombreux groupes sociétaux en Allemagne de l'Ouest, y compris des églises catholiques, des fondations privées

et des ONG d'échanges de jeunes, avaient complété les efforts gouvernementaux dans la réconciliation avec la Pologne ⁽⁶⁵⁾. Le fait que la Pologne était à l'époque un État communiste n'a pas empêché l'Allemagne de l'Ouest de prendre la plupart des initiatives. À l'époque de l'Asie autoritaire, les groupes civiques locaux ont pu se développer dans un contexte de croissance économique rapide et d'ouverture sociale, comme ce fut le cas en Corée du Sud ou à Taiwan dans les années 1980. Ces pays peuvent être comparés avec la Chine d'aujourd'hui. Le nombre d'ONG locales n'a cessé de croître en Chine depuis une dizaine d'années, organisations qui ne sont généralement pas politisées et qui sont tolérées par l'État car elles répondent à divers besoins sociaux. Même s'il est peu probable que ces groupes mèneront rapidement à une démocratisation du type observé en Corée du Sud et à Taiwan, leur influence et leur indépendance ne cessent de se renforcer ⁽⁶⁶⁾.

Jusqu'à aujourd'hui, à l'exception de certains groupes nationalistes tels que les activistes *Baodiao* (Défense des îles Diaoyu), les ONG de base en Chine ont rarement étendu leurs activités aux affaires internationales. Néanmoins, il existe potentiellement un grand nombre d'acteurs sociaux qui sont intéressés par des échanges plus approfondis avec le Japon, à commencer par les nombreux jeunes Chinois qui ont fait leurs études au Japon. Ces derniers pourraient servir d'intermédiaires pour faciliter une plus grande compréhension entre les deux nations ⁽⁶⁷⁾. Au niveau de l'élite, la critique littéraire chinoise Sun Ge a défendu la création d'une « Communauté intellectuelle sino-japonaise », par le biais de laquelle les intellectuels des deux pays pourraient transcender les frontières de l'histoire nationale et les contraintes idéologiques, et s'engager dans un dialogue intellectuel franc et non politisé ⁽⁶⁸⁾. Même si de telles initiatives n'apporteront pas de solution immédiate aux problèmes qui minent actuellement les relations sino-japonaises, elles offriront peut-être un espoir pour une amélioration réelle de la situation à long terme. Enfin, l'amélioration des relations bilatérales entre la Chine et le Japon dépendront sans doute du développement, dans les deux pays, d'une société civile forte et relativement libre de toute interférence politique.

■ Traduit par Raphaël Jacquet.

■ Yinan He est maître de conférences à l'École de diplomatie et de relations internationales, Université de Seton Hall. Elle est titulaire d'un doctorat en science politique de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT).

Yinan He, Diplomacy and International Relations, Seton Hall University, 400 South Orange Ave., South Orange, NJ 07079 (Yinan.he@shu.edu).

62. Voir à ce sujet « Abe's Sex Slave Stance Darkens Women's Day », *Japan Times*, 10 mars 2007; « Japan's Aso: Elderly Should Hurry up and Die », *News.msn.com*, 23 janvier 2013.

63. Shogo Suzuki, « Overcoming Past Wrongs Committed by States: Can Non-state Actors Facilitate Reconciliation? », *Social & Legal Studies*, vol. 21, n° 2, 2012.

64. Uptal Vyas, *Soft Power in Japan-China Relations*, op. cit., p. 140-141 et p. 48-149.

65. Yinan He, *The Search for Reconciliation*, op. cit.

66. Anthony J. Spires, « Contingent Symbiosis and Civil Society in an Authoritarian State: Understanding the Survival of China's Grassroots NGOs », *American Journal of Sociology*, vol. 117, n° 1, 2011.

67. Cai Jianguo, « Minjian jiaoliu shi Zhong-Ri guanxi de jizhou » (Les échanges non-officiels sont la base des relations sino-japonaises), 31 août 2010, http://news.ifeng.com/mainland/special/PublicDiplomacy/shidian/detail_2010_08/31/2371088_0.shtml (consulté le 5 août 2013).

68. Goukou Xiongshan (Mizoguchi Yuzo), « Guanyu "Zhongri zhishi gongtongti" » (À propos d'une communauté intellectuelle sino-japonaise), <http://old.cul-studies.com/asp/list3.asp?id=80&writer='sunge'> (consulté le 5 août 2013).